


6-2018

L'Éducation comme activisme: Comment des associations françaises LGBT actuelles utilisent des interventions en milieu scolaire pour sensibiliser des élèves aux identités LGBT

William Garner

Union College - Schenectady, NY

Follow this and additional works at: <https://digitalworks.union.edu/theses>

 Part of the [Education Commons](#), [Feminist, Gender, and Sexuality Studies Commons](#), and the [French and Francophone Language and Literature Commons](#)

Recommended Citation

Garner, William, "L'Éducation comme activisme: Comment des associations françaises LGBT actuelles utilisent des interventions en milieu scolaire pour sensibiliser des élèves aux identités LGBT" (2018). *Honors Theses*. 1606.
<https://digitalworks.union.edu/theses/1606>

This Open Access is brought to you for free and open access by the Student Work at Union | Digital Works. It has been accepted for inclusion in Honors Theses by an authorized administrator of Union | Digital Works. For more information, please contact digitalworks@union.edu.

L'Éducation comme activisme:
Comment des associations françaises LGBT actuelles utilisent des interventions en milieu
scolaire pour sensibiliser des élèves aux identités LGBT

William Garner

Submitted in partial fulfillment
of the requirements for
Honors in the Department of French

UNION COLLEGE

June, 2018

RÉSUMÉ

GARNER, WILLIAM L'Éducation comme activisme: Comment des associations françaises LGBT actuelles utilisent des interventions en milieu scolaire pour sensibiliser des élèves aux identités LGBT.
Department of French, June 2018.

ADVISOR: Charles Batson

Plusieurs communautés à travers le monde deviennent plus tolérantes des personnes LGBT, comme en témoignent les nations qui légalisent le mariage entre des personnes de même sexe et qui passent des lois qui protègent contre la discrimination basée sur l'orientation sexuelle ou l'identité du genre. Mais les attitudes ne changent pas toujours aussi rapidement que les lois. Cette étude concerne la France, un pays qui a passé la législation soutenant la communauté LGBT mais qui nourrit encore beaucoup d'homophobie, de biphobie et de transphobie. Je m'intéresse aux programmes éducatifs aux niveaux de collège et de lycée organisés par des associations LGBT activistes qui cherchent à examiner, discuter et combattre les préjugés des élèves. Ce projet investiguera le contexte des interventions en milieu scolaire dans la militantisme LGBT française, leur processus et leurs effets sur les attitudes des élèves envers les identités LGBT. J'espère à présenter une prochaine étape dans l'acceptation de la communauté LGBT qui est déterminée par l'éducation.

Dans une scène du film *120 Battements par minute* (2017) de Robin Campillo, des militants de l'association Act Up font irruption dans des salles de classe et jettent des contraceptifs aux élèves en les rappelant de faire le sexe sans risque. Un enseignant leur hurle quitter la salle mais un autre les laisse parler pendant que des élèves ont des réactions variées, de l'enthousiasme au dégoût. Aujourd'hui, des militants LGBT peuvent entrer des écoles plus facilement que pendant l'époque montrée dans le film. Avec le soutien de l'état et des rectorats, ils mènent des interventions en milieu scolaire parce que même avec des grandes avancées récentes pour la communauté LGBT qui portent plus de droits et protections, l'homophobie persiste. Les intervenants espèrent que la discussion de stéréotypes et préjugés avec des élèves encouragerait une acceptation d'identités non-hétérosexuelles et non-cisgenres. Cet article focalise sur les interventions et comment elles sensibilise des élèves. Premièrement, le contexte générale de militantisme LGBT est donné. Ensuite, j'explique le processus d'interventions et analyse les méthodes et présentations utilisés par les associations LGBT. Après j'explore des réactions du public français selon des informations. Finalement, je réfléchis sur l'efficacité des interventions dans la lutte contre l'homophobie en milieu scolaire.

Contexte historique et idéologique

Même s'il y avait des associations homosexuelles existantes depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale (notamment le Club Arcadie), le militantisme LGBT était vraiment en marche par la fin des années soixante, après les manifestations de 1968 en France et les émeutes de Stonewall aux États-Unis. Pendant cette période, des groupes comme le Front homosexuel d'action révolutionnaire et Gouines Rouges augmentaient la visibilité des homosexuels et montraient simplement l'existence de personnes non-hétérosexuels au public. La communauté

LGBT (à ce temps appelée “homosexuelle”) vivrait plus ouvertement que avant, alors les années soixante-dix étaient un temps de libération sexuelle. Malgré ce grandissement de fierté, les homosexuels n’avaient pas encore les protections légales contre la discrimination, et continuaient à affronter l’homophobie souvent violente. Au début des années quatre-vingt, l’épidémie de SIDA arrivait. Les activistes LGBT devaient appeler le gouvernement pas seulement pour l’action contre l’homophobie mais aussi pour une plus grande disponibilité de traitements médicaux. Pour avoir plus d’une présence politique, il y avait un besoin pour un style d’activisme différent et une représentation d’identité homosexuelle différent aussi.

Dans *The Elastic Closet* (2009), Scott Gunther décrit l’ère d’activisme LGBT qui a encouragé le développement de programmes qui cherchent à normaliser les identités LGBT, comme des interventions en milieu scolaire. Pendant les années soixante-dix, des associations LGBT mettaient l’emphase sur la libération sexuelle et la politique radicale, des choix qui augmentaient la conscience du public sur les personnes LGBT mais qui n’influençaient pas beaucoup le gouvernement. Gunther explique:

In the 70s, political groups’ radical demands...proved entirely incapable of producing legal change. Strategies of compromise and accommodation were simply dismissed by homosexual militants of the time, which meant that the militants’ demands were heard by society at large but not taken seriously (46)

Mais pendant les décennies suivantes, quelques associations nouvelles (comme SOS Homophobie) changeaient leur approche à l’activisme, préconisant l’assimilation et une image des personnes LGBT moins radicale et plus acceptable à la majorité hétérosexuelle. Gunther précise le dernier point:

In exchange for successful assimilation, the less palatable elements of the early ‘70s movements - particularly the pedophilic, pederastic, sadomasochistic, transsexual, transvestite, promiscuous, and public-sex elements - had to be excluded or at least ignored by those occupying the new gay spaces of the ‘80s (68).

Une illustration possible de ce déplacement politique d'une libération sexuelle (plus radicale et donc plus marginalisé) à la formation d'une communauté unie (plutôt assimilée) est la fondation du Centre Gai et Lesbien à Paris en 1994. Frédéric Martel écrit dans *The Pink and the Black* (1999, traduit par Jane Marie Todd) que le centre était fondé avec l'aide monétaire de la Ministère de la Santé et contributions des associations ACT UP et Gay Pride, un effort qui montre un partenariat entre le gouvernement et des militants. Philippe Labbey, le premier président du centre a dit, "I think this center fosters a gay identity, but I also want it to foster community" (Martel 342) une aspiration pour un espace où les personnes LGBT peuvent s'exprimer mais aussi où la plus grande communauté parisienne serait accueillie. Le centre présente la possibilité de montrer une communauté LGBT unie par des valeurs communs (qui implique l'assimilation des groupes plus controversés), une communauté qui la majorité hétérosexuelle ne trouve pas mençante. Cette image plus respectable serait aussi incarnée par les associations qui organisent des interventions en milieu scolaire. Mais il y avait encore des obstacles politiques pour surmonter avant que l'homophobie serait abordée dans les écoles.

Gunther soutient que ce changement à une représentation plus assimilationniste a amélioré l'opinion de politiciens et a permis le passage de lois bénéfiques à la communauté LGBT. Cette législation inclut une loi de 1985 contre la discrimination, la fondation de PaCS en 1999 et une loi de 2004 contre les propos haineux (le livre de Gunther était publié avant la légalisation de la mariage entre les personnes de même sexe en 2013). En même temps, ces avancées dépendaient souvent d'une politique d'universalisme, qui signifiait que les lois ne bénéficient pas seulement un certain groupe mais la société entière. La loi de 1985 a protégé des victimes de discrimination basé sur leur style de vie, pas spécifiquement leur sexualité. Gunther ajoute, "...it seems that the law's passage was especially due to the success that gay groups had

in equating the category of sexual orientation with more ‘legitimate’ categories of race and gender” (Gunther 83). Avec la loi de 2004, la communauté LGBT devait aussi obtenir la légitimité de leur oppression - de montrer que l’homophobie serait incluse avec le racisme et l’antisémitisme. Cependant, les PaCS étaient ouverts aux couples homosexuels et hétérosexuels. Quand la politique mettait l’accent explicitement sur les personnes LGBT, elle violait le principe de l’universalisme et était vulnérable aux critiques (Gunther écrit que certains opposants ont vu la punition de propos haineux comme une “liberticide” (89)).

Face à ces dynamiques, les organisateurs d’interventions essaient d’encourager l’assimilation d’élèves LGBT par la sensibilisation. Leurs descriptions d’interventions cherchent à faire appel au grand public. Sur son page web sur ces interventions, l’association Contact précise que “Notre approche d’intervention est basée sur la lutte contre l’homophobie tout en généralisant très souvent à l’ensemble de discriminations.” Ainsi, l’organisation met une emphase sur l’universalisme et l’inclusion de préjugés divers qui menacent des élèves. SOS Homophobie aussi fait référence à un contexte hors de la communauté LGBT dans sa brochure “SOS Homophobie Vous Propose des Interventions en Milieu Scolaire,” où un des buts de son programme est “Rappeler les grands principes de l’universalisme républicain sur le respect de la personne humaine et sur l’égalité des droits.” Cette assertion est évidemment dans l’intérêt de SOS Homophobie puisqu’il a un agrément de gouvernement nationale pour organiser des interventions. Dans une autre partie de brochure, l’association affirme “l’objet de l’intervention est la lutte contre les discriminations et non la sexualité,” un point qui répète une assertion de Gunther que pour projeter une image plus acceptable, les groupes militants et des législateurs devaient éviter des détails de la sexualité, surtout des expressions de la sexualité jugés

tabous. Même s'il ne parle pas d'interventions, Gunther souligne des stratégies pour faire des problèmes de la communauté LGBT dans le courant dominant:

The universalist, neutral language of the PaCS allowed supporters of the bill to couch the law in terms compatible with the French republican model of assimilation but also to desexualize the debate...(87)

Alors, les associations qui mènent des interventions essaient de suivre des précédents de progrès du passé pour garder le soutien de politiciens et de public.

Évidemment les interventions sont organisées pour plus que les manoeuvres politiques. L'article "L'Homophobie: un nouvel enjeu pour l'éducation à la citoyenneté" de Jean-Paul Martin souligne la grande importance que les interventions ont pour soutenir les élèves homosexuels et pour sensibiliser leurs pairs. Bien que Martin écrivait en 2003, avant que les associations comme SOS Homophobie ont commencé d'avoir des interventions, il présente les besoins auxquels les interventions répondront et il décrit un programme comme solution qui est assez similaire à une intervention.

En premier, Martin décrit les dimensions de l'homophobie et comment ils promeuvent une atmosphère menaçante à l'école. Il explique que l'homophobie est exprimée par deux façons: une peur individuelle et un système sociétal du genre qui fait mal à ceux qui ne suivent pas ses normes - ce que Martin appelle "l'ordre hétérosexiste" (84). Ainsi, la lutte contre l'homophobie est liée à la lutte contre le sexisme, et en augmentant l'égalité de sexes et de sexualités, on peut assouplir les normes de genre. Ces observations sont très important surtout pour des élèves qui sont à une partie de leurs vie où ils commencent à exprimer consciemment une identité et souvent une orientation sexuelle. Les élèves LGBT trouvent qu'ils entrent "une situation de non-conformité avec les attentes du milieu social et de stigmatisation" (85) où ils doivent choisir de cacher leur sexualité (qui donne de la honte et peut mener à la dépression ou

au suicide) ou de faire un “coming out.” À ce dernier choix qui peut augmenter la confiance en soi, Martin admet “il n’apparaît guère que l’école favorise actuellement cette prise de conscience” (86). Selon lui, les écoles sont généralement indifférents aux actes homophobes font aux élèves et il n’y a aucune mention des personnes homosexuelles dans les cours (alors il n’y a aucune exemples culturelles pour ceux qui ont de mal à vivre leur sexualité ouvertement).

Ensuite, l’article explore comment les éducateurs peuvent agir contre l’homophobie à l’école et soutenir leurs élèves. Cependant, Martin prévient des obstacles, notamment de l’opposition à cause d’une certaine vision du l’objectif de l’école:

Ainsi une conception universaliste abstraite du rôle de l’école, séparée et protégée de la société, centrée sur la transmission de savoirs et désireuse d’éviter les enjeux de socialisation et d’éducation, sera rapidement encline à voir dans ces revendications l’affirmation d’un “particularisme” ou d’un “communautarisme” homosexuel, et s’y montrera hostile. Mais une telle conception ne risque-t-elle pas, bien souvent, de devenir un alibi idéologique “républicain” de l’homophobie? (88)

Martin ajoute que souvent l’idée d’une catégorie séparée de homosexuels présente des défauts, parce que la sexualité n’est pas si concrète et il y a tant d’expressions de la sexualité et tant de niveaux d’identification parmi les élèves. Les éducateurs hésiteraient à encourager des élèves de faire leur “coming out,” parce qu’ils ont peur que les élèves se mettent en plus de danger. En plus, si certains enseignants avouent leur homosexualité, ils se faire vulnérable et ils donnent aux élèves “une forme de pression-incitation aliénante pour l’intimité des élèves (en laissant supposer qu’il n’y a qu’une seule manière ‘correcte’ d’entrer dans la sexualité)” (89). Mais Martin suggère:

La rencontre avec des associations de jeunes gays, ou avec des personnes adultes qui ont déjà accompli cette démarche (ou qui sont capables d’en faire comprendre l’intérêt et les limites) est bien évidemment pour le jeune qui se sent une attirance homosexuelle un moment dont il serait absurde de mésestimer l’importance. Est-ce à dire que l’école doit (ou puisse) encourager un tel processus ? (89)

Ce méthode à confronter l'homophobie qui met moins de pression sur l'enseignant ou l'élève est très près de l'idée d'une intervention, mais pour Martin c'est juste une autre possibilité qui serait opposé par l'établissement scolaire.

Comme Martin progresse aux solutions, il vient encore à une stratégie similaire à une intervention par une association LGBT. Son solution générale est d'inclure des discussions sur la sexualité et le genre en l'éducation à la citoyenneté. Il décrit un environnement pédagogique qui suivent des méthodes d'une intervention:

On est passé d'une citoyenneté d'intégration qui privilégiait l'appartenance, l'obéissance aux règles collectives, l'unanimité, à une conception à la fois plus individualiste et instrumentale, plus participative, qui place au premier plan la personne et l'ensemble de ses droits...Elle met l'accent sur le débat argumenté entre les participants, lequel appelle des connaissances sur l'objet dont on parle, des capacités à écouter l'autre, mais aussi à affirmer et à faire reconnaître son propre point de vue (93).

Martin affirme que ces conversations peuvent questionner des normes de genre et de la sexualité. Il fait référence à un film qui montre les élèves homosexuels discutent avec leurs pairs hétérosexuels sous la supervision d'un psychologue. Puis il analyse des arguments des deux côtés et montre comment on peut confronter logiquement les arguments qui soutiennent la normalisation de la hétérosexualité et la suppression de la homosexualité. Le résultat de cette discussion est une conscience et respect de la différence personnelle:

la conclusion [de la discussion], loin de faire triompher – en inversant le stigmatisme – un “différentialisme” homosexuel à base de victimologie, consiste plutôt à valoriser l'ensemble des différences qui font de chaque individu un être unique...ainsi qu'une attitude d'écoute réciproque de ces différences (96).

Assez ironiquement, Martin doute qu'une telle conversation serait organisée dans un école. Il reconnaît la grande difficulté pour les élèves de parler de leurs sexualité et pour les enseignants de soutenir effectivement ces élèves ou de “jouer aux psychologues” (97). En revanche, tels obstacles seront surmontés si l'activité est animé par un intervenant plutôt qu'un

enseignant et si les élèves partageraient des détails personnels anonymement (une vraie possibilité pendant les interventions, comme il sera expliqué à un autre point dans cette thèse). Martin suggère qu'une classe peut parler de situations fictives (comme dans un film) ou peut faire des jeux de rôles, au lieu de révéler les expériences personnelles. En fait, une intervention peut inclure la présentation d'un court métrage qui montre les personnages homosexuels. Ainsi, l'article de Martin prévient les interventions organisées par des associations LGBT et autres campagnes pour lutter contre l'homophobie en milieu scolaire.

Caractère et processus des interventions

Des programmes pour lutter contre l'homophobie en milieu scolaire sont intéressants parce qu'ils sont soutenus par le gouvernement national. Depuis le 14 décembre 2015, le ministère de l'éducation nationale (au début sous la direction de ministre Najat Vallaud-Belkacem) suit une "campagne nationale destinée à informer et sensibiliser les collégiens, lycéens, étudiants et l'ensemble des membres de la communauté éducative aux violences et discriminations à caractère homophobe" ("Contre l'homophobie à l'école"). Sur son site, le ministère présente plusieurs ressources, y compris des numéros d'écoute pour des élèves et des personnels d'écoles, un lien au site gouvernemental *Non au harcèlement* et de nombreux textes pour expliquer l'homophobie ou la discrimination sexuelle. À propos de la sensibilisation d'élèves, le site offre une affiche et des cartes mémos qui disent "L'homophobie n'a pas sa place à l'école" ainsi qu'une description des associations qui mènent des interventions. Plusieurs associations locales ont un agrément d'académie, mais cinq associations nationales ont obtenu un agrément national pour faire des interventions dans plusieurs académies: Contact, Estim', Le Refuge, SIS-Association et SOS Homophobie. Cet agrément dure cinq ans et il est renouvelable. Comme

autres organisations agréées qui ne font pas la militantisme LGBT, ces associations ont proposé dans un dossier des événements pour des élèves qui sont en accord avec les principes de l'éducation nationale. Leur agrément était attribué après approbation par Le Conseil national des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public (CNAECEP) et le ministre de l'éducation nationale. Dans les paragraphes suivantes, je vais décrire des interventions au milieu scolaire mené par trois de ces associations nationales, qui ont une plus grande influence que des associations locales.

SOS Homophobie, une association à but non lucratif nationale fondée en 1994 pour protéger la communauté LGBT contre l'homophobie, mène un des programmes d'interventions en milieu scolaire le plus étendu. Depuis 2004, elle envoie des bénévoles aux des collèges et des lycées aux plupart de régions de la France. Selon un tableau sur son site internet, le programme a commencé la sensibilisation des 225 élèves en 2004 et il augmentait aux 20 285 interventions en l'année scolaire 2016-2017 ("Interventions en milieu scolaire").

Le but d'une intervention par SOS Homophobie est de dissiper des stéréotypes et suppositions pour mieux prévenir des agressions. Menée par deux bénévoles formés, une intervention est structurée pour encourager les élèves à réfléchir sur leurs attitudes envers des personnes LGBT. Une intervention dure deux heures, mais le programme serait abrégé pour des élèves plus jeunes. Une intervention commence généralement avec des explications de types de discriminations et de mots associés avec les identités LGBT. Puis il y a une discussion entre les élèves et les intervenants sur ces termes et aussi sur la législation liée à la prévention de discriminations. Ensuite les élèves écrivent des questions anonymes sur des "petits papiers" qu'ils passent aux intervenants, qui les lisent et leur répondent. Après plus de discussion, les élèves remplissent des questionnaires pour donner leur avis de l'intervention. Il y aurait plus

d'activités pendant l'intervention, comme une présentation d'un film, mais d'habitude les interventions suivent la même structure qui mettent l'emphase sur la déconstruction de mauvaises suppositions.

En regardant les réponses des questionnaires, il semble que les élèves tiennent une vue généralement positive des interventions. Puisque le site montre seulement les résultats numériques sans une analyse, on peut tirer des inférences pour faire une vue plus nuancée des avis des élèves. Le fichier "SOS Homophobie vous propose des interventions au milieu scolaire" montre des réponses des élèves de 52 129 questionnaires pendant la période 2012-2016. Presque cent pourcent des élèves ont répondu "oui" aux affirmations "J'ai pu prendre la parole si je le voulais" et "J'ai trouvé que les animatrices/animateurs connaissent bien leur sujet." Dans l'avis de ce chercheur, ce résultat implique que les élèves n'avaient pas peur de parler pendant l'intervention et ils apprenaient beaucoup. Cependant, seulement quatre-vingt-un pourcent ont répondu "oui" à "J'ai trouvé que cette intervention est utile pour faire reculer l'homophobie." Le fait que presque un sur cinq de participants pensent que les discussions ne diminueront pas les discriminations pourrait signifier que les attitudes homophobes sont répandues aux écoles ou que les interventions ne présentent pas assez des stratégies pour une réponse active à l'homophobie.

Des réactions des élèves sont aussi présentées par des diagrammes circulaires à la page "Retours sur nos interventions et commentaires." Les diagrammes, qui datent de 2011-2012, ne montrent pas les données très précises parce que les réponses sont présentées comme niveaux d'affirmation ou de négation (+++, - ou --). En toutes les diagrammes, les affirmations sont beaucoup plus en nombre que les négations, une observation qui signifie que les interventions étaient informatives et des espaces de soutien pour des élèves. Une équipe pédagogique à Lyon

ajoute, “Bien que le sujet puisse déstabiliser, voire mettre certains adolescents mal à l'aise, la parole se libère spontanément dans un échange dynamique et enrichissant qui fait le point sur les différentes discriminations, sans devenir un discours moralisateur et ennuyeux” (“Retours sur nos interventions et commentaires”).

Mais les régions de négation apparaissent les plus grandes pour les réponses aux phrases “Je connais mieux les lois qui défendent des personnes LGBT” et “Globalement je trouve cette intervention utile.” Il semble à ce chercheur que les élèves voudraient plus de conseils sur la législation peut protéger des personnes LGBT et comment les informations d'intervention peuvent être appliquées en hors de la salle de classe. Leurs réponses montreraient que peut-être les interventions doivent focaliser plus sur les prochaines étapes que les élèves pourraient faire après l'intervention. Par contre, les réponses négatives seraient venues des élèves qui ne sentait pas très concernés par l'homophobie, qui ne trouve pas que l'intervention est utile. Mais parce que les résultats sont positifs pour la plupart, on est tenté de faire une vue plus optimiste.

Outre des réponses d'élèves, on apprend plus sur des interventions de SOS Homophobie par certaines descriptions qui, à l'avis de ce chercheur, semble être écrit pour affronter l'opposition et pour souligner les positions d'assimilation et d'universalisme précisées par Gunther. Aux plusieurs points sur le site, l'association dit qu'un des buts des interventions est maintenir les valeurs républicaines. Elle déclare aussi qu'elle est non-partisan et laïque, que “[l]es intervenants observent une stricte neutralité dans les domaines religieux, philosophiques et politiques”(“Charte de nos interventions en milieu scolaire”). La neutralité est admirable, mais peut-être difficile à pratiquer quand on discute des discriminations. Lié à cette neutralité est la précision que “Les objectifs de SOS homophobie ne sont en aucun cas communautaristes mais s'inscrivent au contraire dans le cadre de l'universalisme républicain” (“Pourquoi faire de la

prévention en milieu scolaire?"). Ici, l'organisation essaie de répliquer à l'argument homophobe que les interventions sont une opportunité pour convertir des élèves à une idéologie ou les font homosexuels. Une autre réponse aux accusations possibles de prosélytisme fait par l'association est bien que les interventions concernent des sexualités, il est seulement dans le contexte de la discrimination. Selon le site, "Les intervenant.e.s n'abordent ce domaine [de la sexualité] que s'il est abordé par les élèves, s'il s'agit de déconstruire une idée reçue ou prévenir un comportement à risque" ("Charte..."). Il est évident que l'association veut se protéger contre les accusations. Heureusement, avec l'agrément du Ministère de l'éducation nationale, la coopération des équipes pédagogiques et les réactions des élèves pour la plupart positives, SOS Homophobie a du soutien aux interventions.

Le but principal de l'association Le Refuge est trouver des logements temporaires et des services médicales et juridiques pour des jeunes majeurs LGBT qui sont des victimes de l'homophobie ou la transphobie. Son programme d'intervention est plus petit que celui de SOS Homophobie, regroupé en régions Languedoc-Roussillon, Île-de-France et Provence-Alpes-Côtes d'Azur, exclusivement dans les lycées. Tandis que 15 866 élèves étaient sensibilisés par SOS Homophobie en 2013, 1 162 ont participé aux interventions de Le Refuge en la même année.

Malgré la différence d'échelle, les programmes des deux associations sont similaires. Comme SOS Homophobie, Le Refuge a commencé les interventions en 2010, et présente une mission semblable expliquer des idées fausses sur la communauté LGBT et de motiver les élèves à développer l'empathie. Le déroulement de ses interventions est similaire aussi, avec des petits changements. Au début d'une intervention les élèves écrivent anonymement leur définitions de l'homosexualité et de l'homophobie, avant que ces papiers

soient collectionnés et les définitions soient discutées. Alors le groupe fait un “trptych de l’homophobie” pour préciser “l’origine des *peurs* liés à l’homophobie, leurs *manifestations* et enfin leurs *conséquences*” (“Nos interventions en milieu scolaire...”). Ensuite il y a une discussion de questions et une mise en situation qui illustre l’homophobie “au sein de l’entourage amical, familial et aussi en tant que futur parent”. Comme les interventions de SOS Homophobie, Le Refuge fait un programme qui, selon son site, mélange l’instruction par des intervenants et l’engagement libre des élèves, tandis qu’il maintient la neutralité et engage le personnel éducatif.

Sur sa page “Nos interventions en milieu scolaire,” Le Refuge collectionne beaucoup de données révélatrices sur les réactions des élèves, même si elles viennent d’un groupe plus petit que celui des autres associations - 1 106 élèves en 2012. Les réactions sont largement positives, avec 87% disant que l’intervention était “utile” et 29% “ont estimé que l’intervention n’avait pas duré assez longtemps,” qui peut suggérer l’enthousiasme. Aux questions concernées avec une connaissance plus générale, plus que 90% pouvait définir les termes “homosexualité” et “homophobie.” Et alors que 3% ont vécu la homophobie directement, 18% étaient “témoins d’une agression homophobe.” Selon ce chercheur, ça pourrait dire qu’il y a des victimes de l’homophobie qui ne signale pas des incidents. Les interventions pourrait motiver des témoins à identifier des agressions et agir.

Le site offre plus de commentaires sur ses données. L’association trouve qu’il n’y a pas de grand changement dans les pourcentages de l’un an à l’autre, même s’il y a une augmentation dans le nombre d’élèves. Alors, selon ce chercheur, les interventions ne portent pas de progrès ou de régression non plus. Les intervenants ont aussi demandé aux élèves avec quelles personnes ils peuvent discuter l’homophobie:

Il est intéressant de souligner que les personnes de l'entourage avec lesquelles le sujet peut être abordé facilement ou très facilement sont à 79 % environ, des amis. Viennent ensuite les associations intervenantes (71 %), puis la mère (58 %) et les infirmières scolaires (54 %).

On peut aussi considérer l'impossibilité de discuter de la question avec d'autres, comme le père qui arrive en tête avec 44 % de difficultés ou d'impossibilité, suivi de près par les enseignants et/ou CPE à 43 %...

Ces résultats suggèrent que les interventions pour des élèves serait organisées en parallèle avec des programmes similaires pour des enseignants et des familles. C'est rassurant qu'un plupart des élèves peut se confier aux copains et les représentants des associations LGBT, mais évidemment que les espaces du lycée et du foyer restent risquées pour confronter l'homophobie.

L'association Contact sert principalement à faire des dialogues entre les personnes LGBT et leur familles. Cependant, elle organise des interventions dans les collèges et lycées, avec un agrément national "Jeunesse et Éducation Populaire" depuis 1999 et un agrément national "Éducation nationale" depuis 2008. Dans une approche différente des autres associations, Contact formule sur la page "Interventions en collèges et lycées" la philosophie derrière les interventions en termes de la prévention de suicide chez des adolescents LGBT (en plus des articles qui lient les identités LGBT et suicide sont fournies). Elle décrit un peu de contexte des interventions et comment elles ont commencé en 2005 dans la région Midi-Pyrénées après que l'association a contacté des autorités académiques locales. Contact a développé des formations pour leurs bénévoles menées par des psychologues qui se spécialisent en "les méthodes d'écoute" et des types de questions généralement posés sur les identités LGBT.

Les interventions de Contact ont une structure très similaires à celles de SOS Homophobie: discussions de définitions, questions anonymes qui sont discutées plus tard, présentation d'un court métrage, distribution des informations sur les lois et des ressources pour des élèves. En accord avec son but principal comme association familiale, Contact inclut des récits par parents d'enfants

LGBT. L'association distribue des questionnaires aux élèves, mais le site dit seulement que “quel que soit le lieu ou le public, les classes que nous avons rencontrées ont fortement apprécié notre intervention.”

Un outil souvent utilisé pendant les interventions est un film, qui peut contredire des stéréotypes par montrant des personnages réalistes aux élèves en même temps qu'il expose la normalisation malheureux de l'homophobie. Cinq films produit pour aider dans la lutte contre des discriminations dans les écoles étaient les résultats d'un concours organisé par INPES (Institut nationale de prévention et d'éducation pour la santé) et le Ministère de la Santé et des Sports en 2008. 905 participants d'une tranche d'âge entre 16 et 30 ans ont soumis des scénarios aux juges (un d'eux était André Téchiné) qui ont choisi cinq pour devenir films et pour être diffusés sur Canal+. L'objectif de l'initiative était de prévenir les actes homophobes et les suicides par les jeunes homosexuels ainsi de montrer la “diversité sexuelle” (“Jeune...”). Le site d'INPES donne accès par un bon de commande aux courts métrages et au livret avec suggestions pour leur usage dans une intervention (les films sont aussi disponibles sur YouTube).

Au sujet de films eux-mêmes, ils montrent pour la plupart des adolescents qui reconnaissent et enfin acceptent leur sexualité, bien que des défis posés par leur familles ou leur pairs. Dans deux scénarios, les individus homosexuels surmontent leur honte pour poursuivre une relation sans grand changement à leur vies. Cependant, dans deux autres les protagonistes doivent quitter leur familles pour vivre leur sexualités. Le cinquième film, prenant une autre approche, est un film de super-héros où le homosexuel Fusion Man doit rater un dîner romantique avec son copain pour sauver un jeune homme qui va se suicider à cause de honte de son sexualité. En général, les courts métrages vont de drôle à touchant. À l'avis de ce chercheur, le seul mauvais côté est que juste un film a une protagoniste lesbienne (les autres concernent les hommes

homosexuels). Mais l'ensemble sert bien à montrer que n'importe quelles personnes peuvent être homosexuels et que l'homophobie, même si elle est très présente, peut être surmontée.

Perspective de Éric Martin de Gaudemont, Intervenant pour SOS Homophobie

Éric mène des interventions en milieu scolaire depuis 2004, et pendant une conversation, il partage plusieurs aperçus sur le processus et but des interventions. Quand il est questionné sur les origines des interventions, il explique qu'après la fondation de SOS Homophobie comme source d'aide pour ceux qui subissaient les agressions (souvent à préjugés liées au SIDA), il devenait clair qu'il y aurait un programme de formation pour les jeunes sur l'homophobie.

Avant que les interventions ont commencé, l'association devait obtenir un agrément du ministère d'éducation (c'était obligatoire pour entrer au milieu scolaire). Actuellement, avant qu'une intervention peut être organisée, un enseignant doit faire une demande pour une intervention au chef d'un établissement scolaire qui ensuite doit signer et valider un protocole d'accord pour permettre les interventions. Le contenu d'une intervention doit être transparent et l'intention doit être présenter l'homophobie comme un type de discrimination comme le racisme. Éric précis que les intervenants peut définir des identités LGBT; cependant, ils n'en parlent pas en termes de la sexualité mais plutôt en termes de l'amour. Il affirme que enfin les interventions ont un but simple: "On défend pas une sexualité plutôt qu'une autre. On est là pour parler sexualité mais pas pour défendre une sexualité. On défend rien du tout en fait. On ne défend que la tolérance."

Après une intervention l'enseignant doit donner les retours à l'état pour qu'il puisse surveiller l'association. Éric admet que SOS Homophobie ne peut pas savoir avec certitude l'effet durable des interventions, mais les retours positifs d'éducateurs et le fait que les rectorats

continue à permettre les interventions montrent que leur importance est reconnue. Selon lui, l'association ne peut pas suivre les changements du climat académique à part de questionnaires. Si les activistes apprennent plus sur les attitudes des élèves, cette information vient des enseignants. Éric souligne que les règles du système éducatif sont pour éviter des accusations de "prosélytisme." Grâce à ces précautions, SOS Homophobie a devenu la première organisation LGBT à mener des interventions en milieu scolaire.

À propos de sa formation pour devenir intervenant, Éric explique qu'elle a duré un ou deux jours pendant qu'il apprenait de suivre la ligne directrice de l'association avec un programme d'information qu'il adapte pour des publics différents selon leurs intérêts. Après il a assisté aux quelques interventions comme observateur avant qu'il peut mener une intervention avec un partenaire. Il souligne qu'une intervention prend place seulement au demande d'un éducateur. Pendant l'intervention, on doit s'en tenir aux directions de l'association, on fait ni "l'improvisation" ni "prosélytisme."

Généralement les attitudes des élèves vers la homosexualité sont variées. Certains sont plus tolérants et certains sont plus homophobes. Éric pense que ce dernier groupe souvent vient des familles religieuses qui passe des préjugés à leur enfants, alors les vues exprimées sont probablement celles de parents. Il note aussi que les garçons de la classe souvent suivent un "jeu macho" qui les fait plus résistent à l'intervention mais parfois des filles de la classe les reprochent de cette attitude. S'il y a un désaccord entre les élèves sur un certain point, Éric essaie de changer le sujet pour que l'intervention puisse continuer et ne devienne pas coincé dans un conflit qui est difficile à résoudre dans le moment. Par la fin d'une intervention les élèves sont plus conscient des actes homophobes.

Pendant l'activité de petits papiers, certains élèves admettent leur homosexualité et demandent où ils peuvent trouver du soutien. Éric ne veut absolument pas faire un "outing" et révèle cette information personnelle sans la permission des individus. Il répond plutôt par prétendant qu'il a reçu une telle question pendant une autre intervention. En fait, chaque intervenant est donné le choix de révéler sa propre sexualité au groupe et Éric a décidé à son première intervention d'avouer son homosexualité. Il croit que la honte de soi-même qui prévient un intervenant de faire son "coming out" aux élèves affaiblie le message de l'intervention qu'on n'aurait pas peur d'être homosexuel. Mais en même temps il veut donner l'impression aux élèves qu'ils n'ont "aucune obligation" (ses mots) de faire leur "coming out" à leurs camarades, bien qu'il y a d'habitude au moins un élève secrètement homosexuel dans le groupe. Éric ajoute que si en France les hétérosexuels ne sont pas obligés à révéler leur sexualité, les homosexuels ne seraient pas obligés non plus. Pour lui, l'acte d'outing le fait penser des lettres dénonciation écrites contre les minorités pendant la deuxième guerre mondiale. Il conclut que " le Seul truc c'est de vivre normalement...si on veut les même droits que les hétérosexuels, on a aussi les même devoirs."

Quand on lui a demandé quels conseils il donne aux élèves, Éric répond qu'il donne le numéro de SOS Homophobie pour encourager les témoins des actes homophobes à pousser les victimes de l'appeler pour qu'ils puissent parler (toujours anonymement) avec un correspondant de l'association et recevoir des conseils. Il souligne que personne ne substitue pour le victime, qu'un responsable d'un acte homophobe ne peut pas être puni sans le témoignage de victime. Il ne suggère pas des autres actions qui ne sont pas liées au processus de témoignage et processus légale parce qu'il ne veut pas donner des ordres aux élèves. Il explique qu'en confrontant certain élèves homophobes il ne dit pas qu'"on ne faut pas faire ci, on ne faut pas faire ça parce qu'on

n'est pas là pour juger. On intervient simplement pour protéger les éventuelles victimes d'actes homophobes." En plus, il continue, ce n'est pas si important que les élèves changent leur avis puisque ils ne sont pas obligés à être en accord avec tout. Ils peuvent garder les vues ignorantes tant qu'ils ne commettent pas les agressions. À son avis, la discussion de lois contre l'homophobie et les propos haineux peut servir de rappeler aux élèves que, de toutes façons, les agressions peuvent être punies.

Un des points simples mais importants souligné par les intervenants est que l'homosexualité n'est pas un choix. Éric dit qu'il demandait une question aux élèves: "Depuis quand êtes-vous hétérosexuel?" Ils répondent d'habitude avec une version de "On n'a pas choisi, c'est comme ça," auquel Éric dit que c'est le même pour l'homosexualité. En expliquant au groupe pourquoi elle n'est pas un choix, il dit aussi que si c'est un choix d'être homosexuel et se faire vulnérable aux agressions homophobes, alors c'est un choix de "la loi de l'emmerdement maximum," qui signifie un choix fait délibérément pour être malheureux (et alors un choix illogique). Dans ses mots, "un homosexuel il ne choisit pas d'être homosexuel parce qu'il choisit pas de se faire emmerder toute sa vie, de se faire agresser toute sa vie et de devoir baisser la tête devant tout le monde." Alors, l'homosexualité est une vraie expression de l'amour vécu par des individus, malgré la menace de l'homophobie.

Réactions dans la presse

Les associations LGBT donnent une vue optimiste sur le progrès des interventions en milieu scolaire, mais quelques articles révèlent des obstacles posés par certains membres du public et par le gouvernement contre les interventions. Selon un article de Pascale Kremer dans *Le Monde* de 2001 qui explique la menace de l'homophobie à l'école, les associations LGBT avaient des difficultés à gagner le soutien des équipes pédagogiques:

Les associations présentes se sont dites très rarement sollicitées pour des interventions en milieu scolaire. Proviseurs et principaux, pensent les militants, ont peur d'être accusés de prosélytisme par les parents d'élèves.

L'article finit par disant que les membres des associations résolvent d'entrer en contact avec des écoles et des recteurs d'IUFM (Institut Universitaire de Formation des Maîtres) pour encourager des interventions ainsi qu'une mention de l'existence des personnes LGBT dans des leçons. Tout au long d'article, des éducateurs disent que l'homosexualité n'est pas discutée en classe. Une proviseur adjoint a expliqué,

On est dans un non-dit absolu dans les lycées. Et pourtant, depuis le vote du pacs, la parole des élèves tend à se libérer, notamment dans le cadre des nouvelles disciplines, comme l'éducation civique, juridique et sociale. Mais la paranoïa totale autour de la pédophilie bloque tout débat sur l'homosexualité.

C'est dans cet environnement que les associations essaient de commencer des conversations sur des préjugés.

Le dialogue entre les écoles et les associations LGBT n'améliore pas quand certains critiqueurs perpétuent l'idée qu'un tel partenariat encourage la propagation de "la théorie du genre" aux enfants. Il n'est pas entièrement clair de quoi signifie cette prétendue menace, mais un article de *Valeurs Actuelles* de Dandrieu Laurent essaie de l'expliquer. Laurent commence par présentant un sondage fait pour l'Union nationale interuniversitaire (un groupe de droite) et l'Observatoire de la théorie du genre qui montre:

57 % des Français contre 43 % sont hostiles à l'introduction de la théorie du genre dans les programmes scolaires ; quant à l'appel à des associations LGBT, qui sont le principal vecteur de diffusion de cette théorie, pour des cours d'éducation sexuelle dans les classes primaires, le rejet est encore plus massif : 65 % des Français n'y sont pas favorables, contre 35 % !

Sans ambiguïté, ces résultats dénotent aussi un sujet très clivant entre droite et gauche : 66 % des sympathisants de droite (contre 43 % à gauche) s'opposent à l'enseignement de la théorie du genre à l'école et 78 % (contre 47 % à gauche) à l'intervention des militants LGBT dans les cours d'éducation sexuelle.

L'auteur de l'article utilise ces résultats (qui viennent d'un groupe assez vague) comme point de départ pour décrire des cas nombreux où le gouvernement gauchiste encourage un réexamen de rôles de genres stéréotypés, surtout en l'éducation primaire. Avec les titres gras qui évidemment se veulent faire peur au lecteur ("L'école primaire en ligne de mire" "Bientôt le genre neutre?") et des points d'exclamation qui révèlent l'indignation, l'article a l'intention de persuader le lecteur d'opposer les efforts en l'éducation publique d'encourager l'acceptation des identités non-cisgenres (même si, hormis le sondage et des citations, l'auteur ne les critique pas ouvertement). Ironiquement, l'investigation sur comment le gouvernement ou les écoles cherchent à assouplir la construction de genre décrit des signes du progrès pour les personnes LGBT. Elle donne l'exemple d'une crèche qui a changé son sélection de livres parce que certains peuvent promouvoir une idée de rôles de sexes trop stricte. De plus, elle fait référence au progrès pour la position politique de personnes intersexes ou transgenres. Mais c'est tout pour faire avancer l'impression que ces développements vont mettre les enfants en danger. La vue d'auteur vers l'identité de genre est teinté de mépris, comme quand l'écrivain dit,

Pour les théoriciens du genre, l'identité sexuelle, plus qu'une évidence de nature, est une construction socioculturelle, que chacun doit être libre de modifier au gré de ses envies et de son ressenti : il ne s'agit plus d'assurer l'égalité des sexes, il s'agit de refuser que chacun soit enfermé dans une identité biologique, afin d'être libre de choisir son genre.

Olivier Vial, président de l'Uni, utilise un ton similaire quand il soutient que le gouvernement "minor[e] cette théorie pour la présenter essentiellement comme un moyen de promouvoir l'égalité homme-femme" et que cette politique "peut facilement être orientée." Ces attitudes qui sont directement opposées aux assertions d'associations LGBT posent un défi au progrès d'interventions.

Les efforts d'SOS Homophobie de sensibiliser des élèves étaient menacés quand leur agrément du ministère de l'éducation nationale était temporairement annulé. Un article de *Le*

Monde de 2012 précise que la Confédération nationale des associations familiales catholiques (CNAFC) a saisi le tribunal administratif pour remettre la neutralité des interventions en question. La CNAFC s'est opposée à la façon d'intervenants de présenter des exemples des personnes dit "homophobes" qu'elle appelle "insuffisamment nuancés" et peut empiéter sur les idéologies religieuses d'élèves ou d'enseignants. Cependant, SOS Homophobie a continué ses activités face à ce revers avec l'assertion de sa présidente à ce temps, Elisabeth Ronzier, que "Cette décision ne nous interdit absolument pas d'intervenir dans les établissements" et "On travaille déjà sur un dossier pour demander un nouvel agrément." Le mai 2013, *L'Express* rapporte que l'association avait reçu un nouvel agrément, qui est encore en place.

Les autres associations subissaient des oppositions aux interventions en milieu scolaire. Selon un article de *Yagg*, MAG Jeunes LGBT, une organisation plus petite que SOS Homophobie qui est basé en Île-de-France, devait annuler 11 de ses interventions pendant l'hiver 2014. La cause était l'idée fausse, exprimée par des parents mais répandue par des "collectifs," que les associations enseignaient une "théorie de genre" aux élèves. Marine Souffrin, une représentante de MAG Jeunes qui était chargée des programmes éducatifs, a répondu:

Les messages qu'on essaye de faire passer sont très mal compris. Notre priorité, c'est de démentir tout ce qui se dit sur les assos LGBT qui viendraient enseigner la masturbation aux élèves, alors qu'on ne parle pas du tout de sexualité. On ne comprend pas pourquoi on met autant de barrières pour empêcher notre venue alors que ce n'est pas notre propos, et qu'on vient pour déconstruire les préjugés. Les proviseurs n'ont pas envie de prendre des risques.

Elle a ajouté que 85% des élèves ont dit qu'ils comprennent la différence entre orientation sexuelle et genre après une intervention, alors selon elle les interventions font un changement plus positif que négatif aux mentalités des enfants pendant des années et ne doivent pas être arrêtées. L'association a décidé de faire plus de communication avec les rectorats, pour confronter la désinformation. De plus, Le Refuge a aussi fait face aux obstacles quand

initialement, il n'a réussi pas à obtenir un agrément du ministère en 2012. Relaté par *Le Monde*, deux ans passaient avant qu'un tribunal administratif a annulé le refus et l'agrément était accordé.

Pour défendre les programmes des associations LGBT, le site *Hétéroclite* explique le processus des interventions aux lecteurs et répond aux peurs infondées de critiques. L'article souligne que les intervenants ne parlent pas de problèmes politiques d'intérêt à la communauté LGBT (comme l'accès à la PMA pour toutes les familles potentielles), mais parfois les élèves veulent en parler. C'est aussi remarqué que les associations, comme Rimbaud, une organisation lyonnaise, essaient de "promouvoir les valeurs de la République : l'égalité des citoyens, la tolérance, la laïcité, le respect des droits et des devoirs de chacun" (selon sa présidente, Sara Wilder). L'association fait attention de présenter les thèmes qui sont appropriés à l'âge ou la maturité de leurs public. Pour exemple, Rimbaud "souhaite en effet intervenir dans des écoles primaires auprès d'élèves du cours moyen pour leur parler non pas de sexualité mais de relations amoureuses." C'est comment les intervenants travaillent à atteindre cette neutralité compliquée, comment ils peuvent encourager des élèves à ouvrir leur esprit pendant qu'ils évitent des accusations.

Jérémie Bouaziz, un tel intervenant, décrit son expérience comme bénévole de SOS Homophobie dans une article de *Têtu*. Avant qu'il est entré dans une salle de classe, il a reçu une formation où il apprenait la structure d'une intervention et la langage propre aux dialogues. Ensuite, il observait des intervenants plus expérimentés. Depuis la fin de la formation, il a intervenu quatre fois dans des collèges en Île-de-France. Chaque séance commence avec une introduction à SOS Homophobie et une discussion qui passe des discriminations plus bien connues, comme la racisme ou la sexisme, aux LGBTphobies et

définitions de termes basiques concernant les identités LGBT. Aussi le groupe parle de comment les actes discriminatoire sont punies sous la loi. Quoique l'intervention suit le chemin de ces sujets généraux, les participants sont libres d'ajouter leurs questions et remarques.

Jérémy décrit la méthode de discussion comme "une approche maïeutique: tu poses des questions et c'est les élèves qui apportent les idées et les points de vue." Après parlant des discriminations au niveau sociétal, la conversation change aux questions plus personnelles:

"Comment tu réagis si demain ton meilleur ami te dit qu'il est gay ?" Là, les deux tiers des gamins te disent "je prend mes distances," beaucoup d'autres qui disent "c'est ok, tant qu'il me drague pas." Après on leur demande "Et si c'est votre enfant ?" T'en as beaucoup qui te répondent "je le frappe" ou "je le fais rentrer dans le droit chemin"... Mais globalement, la dynamique c'est deux tiers qui sont malveillants et éventuellement un, deux ou trois qui réagissent à ça et prennent le parti de la tolérance.

Puis, les élèves soumettent les questions anonymes, et par faisant cette activité certains font leur coming-out. Jérémy prévoit ces confessions, alors il donne la numéro de SOS Homophobie. Enfin, il révèle son homosexualité en espérant que les participants "se rendent compte que les personnes avec qui ils ont échangé pendant deux heures sont comme tout le monde, qu'elles soient homosexuelles ou pas." Peut-être cette développement change des esprits parce que quand il lit les réponses sur les questionnaires Jérémy trouve que "60% des gamins nous écrivent que, oui, ça a changé leur perception de l'homosexualité. Qu'il y a des gens homosexuels et qu'il faut leur laisser une place. L'idée c'est de planter une graine." Juste la discussion ouverte de l'homophobie peut faire un élève reflet sur ses opinions.

Un article de *L'Express* révèle les réactions d'élèves comme une intervention se déroulait à un lycée à Paris. Louis, qui est intervenant de l'association Contact permettait des participants à exprimer leurs opinions librement même s'ils étaient insultants (une étudiante a dit que "L'homosexualité, c'est une maladie dans le cerveau"). Le bénévole interrogeait ces perceptions sans les rejetant immédiatement. Dans un échange, Louis a suggéré qu'être homosexuel est aussi

naturel qu'être gaucher- mais un lycéen a répondu que puisque un footballeur gaucher peut apprendre à frapper avec son pied droit, les homosexuels pourraient aussi "s'entraîner." L'intervenant était patient avec l'ignorance des élèves et il reconnaît l'utilité des interventions: "les jeunes sont plein d'idées reçues, souvent en lien avec leur origine ethnique et la question religieuse...Mais même s'il n'y en a qu'un qui comprend le message, ça vaut le coup."

En revanche, cette intervention montre que les "idées reçues," même s'ils sont compréhensibles, ont les vrais effets négatifs au lycée. Une lycéenne regardait en silence pendant que ses camarades de classe comment ils rejetteraient un ami qui a fait son coming out. L'étudiante a confié à Louis après l'intervention, à l'écart du groupe, que, à cause de son homosexualité, "Ils m'ont dit que je ne devrais pas exister." Elle continuait qu'elle avait caché sa sexualité sur les réseaux sociaux pour éviter plus d'agressions: "Quand j'ai mis sur mon profil que j'avais un copain, les gens de ma classe sont revenus me parler. C'est mieux comme ça. Je ne veux juste pas que ça recommence." Son histoire souligne l'importance de la continuation des interventions puisqu'elles ne combattent pas seulement ignorance mais la répression aussi.

Conclusion

En recherchant les interventions en milieu scolaire menées par des associations LGBT d'aujourd'hui en France, on combine les pratiques de l'activisme du passé aux méthodes du temps présent et les réactions qu'ils provoquent pour faire une vue positive mais incertaine. Le déplacement du militantisme LGBT pendant les années quatre-vingt vers l'assimilationnisme amenait plus de soutien du gouvernement ainsi que des lois protectrices qui reconnaissaient l'homophobie comme une forme de discrimination. Ces avancées permettait les associations à organiser des interventions avec l'intention de montrer l'homophobie comme type de

discrimination troublante dans les écoles et de promouvoir la conscience et l'action. Elles pourraient aussi obtenir les agréments locaux et nationaux, une réussite qui peut convaincre plus d'écoles demander des interventions.

Quant aux processus de ces interventions, elles encouragent l'expression libre par les élèves de leurs préjugés, une stratégie simple qui même seul serait révélatrice pour les participants. Au lieu de les réprimander, l'intervenant questionne les élèves et offre des explications pourquoi certains idées sont discriminatoires. Il les invite à découvrir pour eux-mêmes l'homophobie présente dans leurs railleries familières. Un autre élément bénéfique est que des élèves ont l'opportunité de poser des questions anonymement, qui assure la sécurité de ceux qui n'ont pas fait leur coming-out à leurs camarades. Alors les interventions donnent un "espace courageux" aux élèves pour comprendre les aspects de l'homophobie à l'école mais il n'est pas encore clair comment ces interventions recommander les prochaines étapes que les participants peuvent faire pour lutter activement contre l'homophobie.

Les effets durables de ces programmes aux écoles sont aussi ambigus. Les résultats de questionnaires donnés par quelques associations ainsi que les rapports des enseignants montrent des réactions largement positives, mais il est difficile à trouver des études ou analyses qui affirment que ces réactions durent bien après l'intervention. Il est certain que l'ignorance enracinée ne peut pas être changée par juste une discussion. Peut-être que certaines écoles ont des événements supplémentaires pour soutenir le message des interventions, ou ils mentionnent l'homophobie dans leurs programmes scolaires. Ces possibilités seraient explorées dans les études à venir.

Les réponses d'Éric de Gaudemont affirme les philosophies des associations sur les buts des interventions. Pour lui, les interventions sont directes, honnêtes et non moralisatrices. En plus, elles ont le soutien ferme de l'état et ses lois. Dans son travail comme intervenant, il exprime des

points sur l'homosexualité qui sont pragmatiques, alors il n'éloigne ou préfère personne. Il se focalise sur la tolérance et le respect universelle plutôt qu'un sujet spécifique lié aux identités LGBT. Alors il montre comment les interventions deviennent efficaces à cause de leur caractère inclusif.

Même si les interventions sont efficaces, elles existent dans un climat politique où elles sont à risque d'être dénoncées ou même annulées. Les intervenants sont accusés de violer une condition de leur agrément d'avoir la neutralité politique et idéologique en leur présentation d'une intervention. En plus, certains opposants affirment que les intervenants enseignent une "théorie de genre" qui corrompt les élèves. Face aux détracteurs, les associations doivent répéter que les interventions servent seulement à démonter des préjugés haineux, pas à promouvoir une certaine position sur un problème controversé et pas à convertir les élèves en certaines orientations sexuelles ou identités de genre. La condition de neutralité limiterait peut-être le cadre d'une intervention, mais en fait une intervention ne doit pas couvrir beaucoup de sujets. Elles sont simplement une introduction pour les élèves à la communauté LGBT, une affirmation que des personnes non-hétérosexuelles et non-cisgenres existent (même dans leur classe) et qu'elles sont blessées gravement par l'homophobie. Même si les participants ne gardent pas beaucoup d'information sur les identités LGBT, ils auront une meilleure idée de préjugés et comment les reconnaître. Quand ils apprennent des problèmes politiques plus tard, ils pourraient les comprendre sans l'aide d'un intervenant, et peut-être qu'ils leur répondraient avec des esprits un peu plus ouverts.

Bibliographie

120 Battements par minute. Directed by Robin Campillo, Memento films, 2017.

“Agir à l’école contre l’homophobie: autres leviers et ressources utiles.” *Éduscol*,

eduscol.education.fr/cid113565/agir-a-l-ecole-contre-l-homophobie-autres-leviers-et-ressources-utiles.html.

Bardou, Florian. “En Ile-de-France, annulation d’interventions contre l’homophobie dans des établissements scolaires.” *Yagg*, 05 Fév. 2014,

yagg.com/2014/02/05/le-mag-jeunes-lgbt-confronte-a-lannulation-dinterventions-contre-l-homophobie-dans-des-etablissements-dile-de-france/.

Baret, Julie. “Jérémie: ‘J’interviens à l’école pour lutter contre l’homophobie.’” *Têtu*, 01 Sep.

2016, <http://tetu.com/2016/09/01/portrait-jeremie-intervient-ecole-contre-homophobie/>.

“Basket et maths.” *Youtube*, uploaded by ananascoco, 14 Août. 2009,

www.youtube.com/watch?v=Dy9rZXYBEFo.

“Contre l’homophobie à l’école.” *Ministère de l’éducation nationale*,

www.education.gouv.fr/pid32090/contre-l-homophobie-a-l-ecole.html.

“Education nationale: SOS Homophobie retrouve son agrément.” *L’Express*, 30 Mai 2013,

www.lexpress.fr/actualites/1/styles/education-nationale-sos-homophobie-retrouve-son-agrement-1253316.html.

“En Colo.” *Youtube*, uploaded by ananascoco, 14 Août. 2009,

www.youtube.com/watch?v=DhdE9x4ypnA.

“Fusion Man.” *Youtube*, uploaded by ananascoco, 14 Août. 2009,

www.youtube.com/watch?v=QIhPKEA-Ho&t=433s.

Gaudemont, Éric Martin de. Interview personnelle. 10 Mar. 2018.

Gianoulis, Tina. "French Gay Liberation Movement." *gltq archive*,

http://www.gltqarchive.com/ssh/french_gay_liberation_movement_S.pdf.

Gunther, Scott. *The Elastic Closet*. Palgrave Macmillan, 2009.

"Homophobie: la difficile lutte contre les préjugés à l'école." *L'Express*, 08 Mar. 2014,

www.lexpress.fr/actualites/1/societe/homophobie-la-difficile-lutte-contre-les-prejuges-a-l-ecole_1498378.html.

"Intervention en collège et lycée sur l'homophobie." *Association CONTACT*,

asso-contact.org/intervention-scolaire.html.

"Interventions en milieu scolaire." *SOS Homophobie*,

www.sos-homophobie.org/interventions-en-milieu-scolaire/interventions-en-milieu-scolaire.

"Jeune et homo sous le regard des autres - Outil de lutte contre l'homophobie." *Santé Publique*

France, 07 Avr. 2010,

inpes.santepubliquefrance.fr/professionnels-education/outils/jeune-et-homo/outil-lutte-homophobie.asp#bas.

Kremer, Pascale. "L'école, lieu de déni et de souffrance pour les jeunes 'pédés.'" *Le Monde*, 23

Jui. 2001, www.lemonde.fr/archives/article/2001/06/23/l-ecole-lieu-de-deni-et-de-souffrance-pour-les-jeunes-pedes_201309_1819218.html#ZB4HOQaIhhRIWiOM.99.

Laurent, Dandrieu. "Théorie du genre: Les Français disent non." *Valeurs Actuelles*, 20 Jui. 2013.

"L'association de lutte contre l'homophobie Le Refuge obtient un agrément de l'éducation nationale." *Le Monde*, 05 Aoû. 2014,

www.lemonde.fr/societe/article/2014/08/05/l-association-de-lutte-contre-l-homophobie-le-refuge-obtient-un-agrement-de-l-education-nationale_4467051_3224.html#aUTJ9fW423QHfMj0.99.

“Les associations agréées par l’Éducation nationale .” *Ministère de l’éducation nationale*,
www.education.gouv.fr/cid21129/les-associations-agreees-et-ou-subventionnees-par-l-education-nationale.html

“Les interventions en milieu scolaire.” *Le Refuge*,
www.le-refuge.org/actions/les-interventions-en-milieu-scolaire.html.

Martel, Frédéric. *The Pink and the Black*. Translated by Jane Marie Todd, Stanford University Press, 1999.

Martin, Jean-Paul. “L’Homophobie: Un nouvel enjeu pour l’éducation à la citoyenneté.” *Le Télémaque*, vol. 1, no. 23, 2003, pp. 83-98.

“Omar.” *Youtube*, uploaded by ananascoco, 14 Aoû. 2009,
www.youtube.com/watch?v=nFgYczhF4cU.

“Pauline.” *Youtube*, uploaded by ananascoco, 14 Aoû. 2009,
www.youtube.com/watch?v=KZFmXFRDuLk.

Schlagdenhauffen, Régis. “Mouvements homosexuels et LGBTQI en Europe.” *Encyclopédie pour une histoire nouvelle de l’Europe*, 25 Oct. 2017,
<https://ehne.fr/article/genre-et-europe/de-la-transition-demographique-aux-revolutions-sexuelles/mouvements-homosexuels-et-lgbtqi-en-europe>.

“SOS homophobie se voit retirer son agrément dans les écoles.” *Le Monde*, 04 Déc. 2012,
www.lemonde.fr/education/article/2012/12/04/sos-homophobie-se-voit-retirer-son-agrement-dans-les-

[ecoles_1799815_1473685.html?xtmc=interventions_en_milieu_scolaire_homophobie&xtcr=5.](http://www.education.gouv.fr/cid96664/lutte-contre-homophobie-une-campagne-pour-prevenir-les-violences-les-discriminations-accompagner-les-victimes.html)

Vallaut-Belkacem, Najat. “Lutte contre l’homophobie: une campagne pour prévenir les violences et les discriminations et accompagner les victimes.” *Ministère de l’éducation nationale*, 14 Déc. 2015,

[http://www.education.gouv.fr/cid96664/lutte-contre-homophobie-une-campagne-pour-prevenir-les-violences-les-discriminations-accompagner-les-victimes.html.](http://www.education.gouv.fr/cid96664/lutte-contre-homophobie-une-campagne-pour-prevenir-les-violences-les-discriminations-accompagner-les-victimes.html)

Vallet, Romain. “Comment se déroulent les Interventions en Milieu Scolaire?” *Hétéroclite*, 6

Avr. 2014, [www.heteroclite.org/2014/04/interventions-en-milieu-scolaire-homophobie-6426.](http://www.heteroclite.org/2014/04/interventions-en-milieu-scolaire-homophobie-6426)